



→ Reuters



Algérie - Les femmes progressent dans les syndicats

Grâce à une courageuse campagne de syndicalisation des femmes menée aux quatre coins du pays, la participation des femmes est en hausse partout. Premier bilan d'une campagne porteuse de beaucoup d'espoirs.

Un travail de proximité de longue haleine

Pour contrer les discriminations et la peur de la précarité, la campagne a misé sur un travail de proximité



“**A** l’UGTA, avant la campagne 2004-2006, les élues de base étaient déjà nombreuses dans l’absolu mais pas en proportion des effectifs féminins. Et surtout la participation des femmes à des postes à responsabilités était infime, voire complètement inexistante, même dans les secteurs où les effectifs féminins approchent la parité, comme la santé, l’éducation ou encore le textile”, explique Soumia Salhi, coordinatrice de la campagne de syndicalisation de femmes soutenues par l’ex CISL et la CTC-Canada.

Lancer des actions concrètes de syndicalisation et de promotion du statut de la travailleuse, identifier les obstacles à l’intégration des femmes dans les syndicats, collecter des données statistiques sur les effectifs féminins au travail et sur le taux de syndicalisation des femmes, tels étaient les objectifs de départ de cette campagne.

Concrètement, des visites d’usines, des assemblées générales de travailleuses ont été organisées dans diverses régions du pays, de même que des journées d’étude. Des questionnaires de récolte d’information ont été diffusés, et un processus d’évaluation du projet étape par étape mis sur pied.

La campagne nationale algérienne a dans un premier temps ciblé les travailleuses du secteur public du cuir, textile et habillement. “Nous avons opté pour l’action dans le secteur public où le syndicat est implanté mais où la prise en charge des problèmes des femmes est faible, avec un taux de

syndicalisation des femmes estimé à 75% mais sans la moindre présence des femmes au niveau fédéral, malgré l’existence d’élues à la base et de plusieurs secrétaires générales de sections syndicales de base. Nous visons une amélioration de la prise en charge des préoccupations féminines par le syndicat. La dispersion des usines textile sur tout le territoire national permet d’impliquer le maximum de nos structures régionales dans la campagne”, expliquait Soumia Salhi au début de la campagne.

Le textile durement frappé

La décision gouvernementale de mise en vente de 1.200 entreprises publiques de tous les secteurs annoncée début 2005 a aiguisé davantage le sentiment d’inquiétude dans le secteur textile, cuir et habillement. Les activités organisées dans le cadre de la campagne ont logiquement fourni de nombreuses occasions de débattre avec les travailleuses concernées de l’avenir de ce secteur, aujourd’hui saigné par une hémorragie de plus de 9.000 emplois sur 43.000. Dans un contexte de concurrence déloyale par les importations le plus souvent informelles et par la friperie, cette privatisation témoigne aux yeux des syndicats d’une volonté de liquidation des entreprises et de récupération des terrains. “Le salaire, c’est notre problème n°1, on nous menace tout le temps de fermer l’usine, on ne sait pas si c’est vrai ou non...”, témoignaient les ouvrières. Difficile dans ces conditions où la survie même de l’emploi est en jeu de promouvoir les droits des femmes dans les syndicats.

Les Algériennes dans les syndicats

LE Xème Congrès de l'UGTA d'octobre 2000 a inscrit dans ses statuts la mise en place de Commission femmes à tous les niveaux. Par ailleurs, une directive du secrétaire général exige une présence féminine parmi les congressistes et les élus dans chaque congrès d'instance, sans toutefois fixer aucun quota.

Le Congrès d'octobre 2000 a instauré la Commission nationale des femmes travailleuses (CNFT-UGTA), qui a été élue en mars 2002 par une conférence constitutive de 350 déléguées venues de 48 wilayas (régions) et en présence d'instances syndicales internationales ainsi que du mouvement féministe algérien.

Avec un Conseil national de 91 membres, dont le manque de moyens empêche toutefois de se réunir régulièrement, et un bureau national de 6 membres qui se réunit mensuellement. L'unique membre élue au niveau de l'exécutif de l'UGTA (sur un total de 182 membres) est aussi la présidente de la Commission nationale des femmes travailleuses (CNTF). Depuis 1997, l'UGTA a mis en place de nombreux comités de femmes aux niveaux local et régional mais leur réalité est inégale et leur existence souvent précaire, notamment en raison du manque de moyens.

"Grâce à la campagne, nous avons pu mettre en place ou consolider des coordinations de femmes au niveau des wilayas (Boumerdes, Biskra, Médéa, etc.) et nous avons pu commencer la mise en place de comités au niveau des fédérations (énergie, pétrole et chimie, textile, finances, santé, formation professionnelle)", explique Soumia Salhi.

"Cette évolution dans le secteur textile a poussé les responsables de la campagne à la réorienter en faveur d'une approche globale de la promotion de la participation des femmes à tous les niveaux du mouvement syndical, notamment dans les secteurs de l'éducation, la santé, les administrations, les banques", explique Soumia Salhi.

Travail de proximité

Au niveau de la méthode d'approche, "nous avons préféré le travail de proximité, en abordant les travailleuses par petits groupes sur leur poste de travail et en les sensibilisant à la nécessité de se syndiquer et de faire émerger des élues de leurs rangs. Les militantes ont fait du porte-à-porte auprès de nombreux lieux de travail, dans les usines ou les bureaux. Elles ont organisé des réunions de collectifs de travailleuses initiés par le syndicat. Les discussions portaient sur des problèmes généraux, comme les salaires ou les conditions de travail, ou des problèmes spécifiques aux femmes comme la protection de la maternité ou le harcèlement sexuel. L'important, c'est de faire comprendre aux femmes que si elles ne s'impliquent pas, leurs problèmes ne seront pas pris en charge", raconte Soumia.

La menace de la précarité

"Elles ont exprimé avec force leur refus de leur marginalité et la faible prise en compte de leurs préoccupations par le syndicat. Elles ont aussi exprimé leur inquiétude devant la précarité de leur situation et les menaces sur leur emploi, ou encore le problème des arriérés de salaires. La tendance à la généralisation des contrats temporaires est en effet apparue comme un obstacle majeur à la syndicalisation effective des femmes, de même que la charge des responsabilités familiales ou encore les contraintes culturelles et religieuses. Mais malgré ces obstacles, elles ont fait preuve d'une motivation incroyable, certaines femmes des régions les plus reculées ont parcouru plus de 1.000 kilomètres en bravant le froid et la neige pour pouvoir participer à nos activités!", se réjouit Soumia

Pour soutenir les activités de la campagne, du matériel spécifique tels que dépliants, autocollants, sacs, T-shirts, ou encore brochures sur les droits des travailleuses a été disséminé. Un reportage filmé sur les activités de la campagne dans les différentes régions a également été réalisé. "En visionnant la vidéo qui exposait les activités de la campagne en Algérie dans sa globalité, j'ai pleuré car j'ai réalisé l'ampleur du travail accompli, j'ai vu les fruits de tout ce travail", confie Souad Belaidi, coordinatrice de la campagne pour la région de Tlemcen (1).

Large écho médiatique

Dizaines d'articles de presse, nombreuses couvertures radiophoniques nationale et locales, passage à la télévision... le succès médiatique a encore renforcé la motivation des femmes comme des responsables locaux de l'UGTA pour la campagne. "Les syndicalistes se disputaient le passage de la campagne dans leurs usines", explique Soumia Salhi. Avec toujours les mêmes témoignages de travailleuses recueillis au fil des visites des usines, tels que "Nous avons toujours acheté notre carte syndicale, mais les avantages ce sont les hommes seulement qui en profitent...", ou encore "si tu fais des sourires à ton supérieur, tu peux tout obtenir, des prêts, des avances sur salaires, des autorisations d'absence. Mais si tu le remets à sa place, tu vis l'enfer".

Convergence entre les différentes campagnes pour les femmes

La convergence entre la campagne de syndicalisation de femmes et les campagnes menées parallèlement autour des questions de harcèlement sexuel et des violences contre les femmes s'est faite tout naturellement, puisque ces différentes campagnes portaient toutes sur une amélioration des droits des femmes. Une convergence naturelle qui a contribué à crédibiliser l'action syndicale et à favoriser la motivation et l'engagement des travailleuses.

...

Les Algériennes sur le marché du travail

- La participation des femmes au marché du travail s'est accrue de 2,4% en 1977, à 7% en 1996, 14% en 2002, et 17% en 2005.
- En comparaison de pays similaires sur le plan des traditions, de la culture et de la religion, cette proportion des femmes dans la population active totale est faible. Cette situation est paradoxale au vu des performances remarquables en matière de scolarisation des filles et au vu des progrès de la législation du travail en matière d'égalité des genres (recrutement, promotion et protection sociale).
- La participation au travail des femmes se concentre dans le secteur public, notamment l'administration, la santé et l'éducation. Les femmes représentent 40% des effectifs salariés dans les secteurs de la santé et de l'éducation
- La majorité des travailleuses algériennes est qualifiée, urbaine (81%) et d'âge jeune. (25-29 ans), avec une majorité (55%) de femmes célibataires.
- Mais la présence des femmes est officiellement absente ou négligeable dans l'agriculture, et très faible dans l'industrie. Cette situation évolue néanmoins rapidement, avec un accroissement notable de l'activité féminine dans les services, le commerce et les petites entreprises. L'absence de travail statistique basé sur le genre dans l'économie informelle empêche par ailleurs toute visibilité réelle du travail des femmes dans l'économie informelle, particulièrement dans l'agriculture et l'artisanat.
- L'activité informelle est largement répandue parmi les femmes au foyer qui apportent leur contribution aux charges de leur famille à travers les revenus générés par les multiples tâches de production. Cette forme d'activité s'étend de plus en plus aux femmes instruites qui n'ont pu trouver un travail salarié et qui se rabattent sur des "petits boulots" pour assurer leur subsistance.
- On note également un développement du travail à domicile des femmes. Traditionnellement induit par les pressions familiales, le travail à domicile des femmes est aujourd'hui renforcé par le contexte économique de précarité, de chômage et de réduction du pouvoir d'achat. Le travail à domicile des femmes se concentre très majoritairement dans les produits textiles (couture, tapisserie, tricotage, broderie, tissage), destinés à la vente dans le commerce informel.

Source: "L'emploi féminin en Algérie", Institut National du Travail, en collaboration avec la Friedrich Ebert Stiftung (Alger- 2005).



La participation des femmes aux organes de décision demeure encore trop symbolique, mais elle progresse partout”.



...

“Au début, on a rencontré beaucoup de réactions négatives des hommes qui se disaient “mais qu'est-ce que c'est que ces syndicats de femmes!”, raconte Karima Boudrouaz (2). Mais avec le temps, ils ont compris que les femmes pouvaient être efficaces et avoir des résultats. Alors ils ont changé d'avis. Maintenant il y a même des hommes qui viennent à la commission des femmes pour poser leurs problèmes. En trois ans c'est incroyable comme la situation a changé”, se réjouit Karima.

Des fruits encore à récolter

“La campagne a contribué à faire progresser l'engagement des adhérentes dans les syndicats, ainsi que le nombre de candidatures féminines et d'élues”, évalue Soumia Salhi. De 127.940 en 2002, le chiffre des adhérentes est en effet passé à 153.962 en 2005, puis à 175.000 en 2006. “Et malgré ce progrès important dans les chiffres, nous pensons que la part des femmes dans les effectifs reste sous-évaluée”, ajoute Soumia. “Au niveau des élues dans les instances régionales et les fédérations nationales, sur base

de données recueillies dans plus de la moitié des wilayas (régions), nous comptons déjà 133 femmes élues en 2006, contre 30 seulement avant la campagne. Une quinzaine de femmes bénéficient de détachement, contre une dizaine avant la campagne, c'est encore trop peu. Au niveau du Comité exécutif de l'UGTA, il n'y a toujours qu'une femme pour 181 hommes. La majorité des instances n'ont pas encore tenu leur congrès et conservent leur composition d'avant 2003. Les fruits de notre campagne ne sont pas encore tous récoltés”, prédit donc Soumia Salhi.

Pour ce qui est de l'objectif de 30% de représentation de femmes dans les sessions de formation, il a été atteint en 2004 et même dépassé en 2005 (46%). “Une douzaine de camarades femmes ont aussi pu suivre le cycle de formation au CIF de Turin, grâce à notre campagne parallèle en faveur de la formation des femmes”, explique Ouahiba Bouguerra en charge de la campagne de formation. La représentation au moins symbolique des femmes a été réalisée dans la plupart des activités de représentations nationale et internationale (CIT, ex CISL, CISA).

Jeunes pousses prometteuses



(*) La Confédération syndicale internationale conduit, en collaboration avec les fédérations syndicales internationales (FSI) sectorielles, une ambitieuse campagne internationale de syndicalisation des travailleuses de par le monde intitulée “Les syndicats pour les femmes, les femmes pour les syndicats”. Cette campagne cible en priorité les travailleuses des zones franches d'exportation, les travailleuses de l'économie informelle, ainsi que les travailleuses migrantes. Cinquante-cinq syndicats affiliés de la CSI dans 43 pays et au moins 20 syndicats des FSI dans 20 pays participent à cette campagne mondiale, qui s'inscrit dans la continuité de la campagne de syndicalisation de travailleuses lancée par l'ex-CISL en 2002 et relancée en 2004.

Pour rappel, dans le cadre de cette campagne globale, l'ex-CISL avait lancé une campagne d'organisation de deux ans dans trois pays du Maghreb, à savoir l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie, soutenue notamment par la publication d'un guide de campagne en arabe.

En septembre dernier, un séminaire d'évaluation de cette campagne menée au Maroc et en Algérie s'est tenu à Marrakech, avec l'aide de la centrale syndicale canadienne CTC. Plus d'une quarantaine de femmes syndicalistes marocaines et algériennes ont ainsi pu évaluer les premiers résultats de la campagne dans leurs pays respectifs et échanger leurs expériences de terrain.

*Lire aussi le Dossier Maroc- Conscientisation et visibilité: les femmes progressent”, à l'adresse: http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/Maroc_FR.pdf

De l'éducation... à la surqualification et à la "déperdition" des diplômés

L'Algérie a réalisé des progrès substantiels en matière de scolarisation et formation des filles. Dans l'enseignement secondaire général et technique, comme parmi les candidats au Baccalauréat, la proportion de filles dépasse les 56%. Dans l'enseignement supérieur, les femmes sont aussi plus que majoritaires.

En formation professionnelle, elles font une percée importante dans des branches jusqu'il y a peu réservées aux hommes, notamment dans l'informatique où elles représentent désormais 62% des effectifs.

Ces progrès réalisés en matière d'instruction et de formation sont sans nul doute une des clés de l'accès des femmes au marché du travail mais cela ne constitue pas une condition suffisante pour élever le niveau de participation des femmes dans le monde du travail. A cause, d'une part, de la forte "déperdition" des diplômées de l'enseignement supérieur (plus de 6 diplômées de l'enseignement supérieur sur 10 ne travaillent pas). A cause, d'autre part, de la crise économique qui explique la présence de plus en plus de jeunes filles au chômage.

Par ailleurs, à poste égal, les femmes se caractérisent par un niveau d'éducation nettement plus élevé que leurs collègues masculins.

"C'est évident que la campagne a permis l'émergence de toutes ces jeunes responsables syndicales qui ont éclos comme des jeunes pousses très prometteuses dans toutes les régions du pays. Personne ne le conteste, même le secrétaire général de l'UGTA lui-même. Évidemment, il y a derrière toutes les années de travail et de lutte des militantes de longue date. Mais cette relève arrive à point pour donner un nouveau souffle, pour pousser plus loin la cause des femmes dans le mouvement syndical", se réjouit Soumia Salhi.

Mais cette progression ne va pas sans difficultés. "La désignation des militantes de base dans les voyages internationaux provoque des rivalités sans fin et déstabilise les bénéficiaires. Le nombre de convocations qui s'abat sur les encore rares cadres qui émergent désorganise leur travail syndical, et met en difficulté leur relations avec leurs instances syndicales de base comme avec leur employeur. Les compétences révélées par la commission femmes sont parfois aspirées et c'est un éternel recommencement pour la commission des femmes que de se régénérer", explique Soumia pourtant confiante dans l'avenir.

Syndicaliser le privé et l'informel

"Dans le secteur public, on n'a pas vraiment de problème de recrutement, les gens prennent leur carte syndicale sans problème. Mais dans le privé, ce n'est pas du tout le cas, c'est vraiment le gros défi d'avenir pour notre organisation syndicale que d'organiser les travailleurs et les travailleuses du privé et de l'informel", estime Soumia Salhi.

"Laisser la place aux jeunes"

En proie au chômage et à l'informalisation des relations de travail, les jeunes Algériens doivent aussi lutter pour se faire entendre dans les syndicats. Un combat qui passe par la mise en place d'une Commission des jeunes comme décidé au dernier Congrès de l'UGTA.

● Quelles sont les difficultés spécifiques des jeunes travailleurs en Algérie?

Karima Boudrouaz (1): "Le problème majeur des jeunes, c'est le chômage, surtout dans les grandes villes, et aussi les contrats à durée déterminée. Tout le monde voudrait un travail stable. Souvent après six mois de travail, les jeunes se retrouvent à la case chômage, sans la moindre indemnité. Il y a beaucoup de jeunes universitaires, des ingénieurs, des médecins, qui sont ainsi des "jeunes travailleurs-chômeurs". Certains rentrent chez leurs parents mais c'est très difficile à vivre. Alors beaucoup plongent dans l'informel".

● Concrètement comment comptez-vous vous battre pour donner plus de place aux jeunes dans le mouvement syndical algérien?

Karima Boudrouaz: "Le dernier congrès de l'UGTA a décidé la mise sur pied d'une commission des jeunes, mais dans la réalité elle n'existe pas encore. J'ai récemment participé à une réunion de jeunes syndicalistes du Maghreb, organisée à Tunis par l'UGTT (Tunisie) et la CFTD (France). J'ai appris des expériences des autres pays et à l'issue de cette réunion, en tant que déléguée algérienne, je me suis engagée à participer à la mise sur pied pour fin 2006 d'un plan d'action concret. C'est une occasion que j'ai voulu saisir: puisque le Congrès de l'UGTA a décidé la mise en

Dans un contexte de libéralisation économique, l'économie informelle est en pleine croissance en Algérie, avec à la clé des conditions de travail déplorables et l'absence de toute sécurité sociale. "Les entreprises privées légales ne déclarent pas la plupart de leurs employés, les privant ainsi de tous les droits conquis. Ils n'ont ni salaire minimum, ni sécurité sociale, ni retraite", s'insurge Soumia Salhi. "Dans le secteur privé, dès que tu dis le mot syndicat, le patron te dit de foutre le camp. Comment parvenir à syndiquer dans un contexte si hostile?".

"Selon des estimations, une femme sur trois serait concernée par une activité informelle. Dans l'économie informelle, les femmes sont privées de leurs droits et maintenues dans un statut régressif qui souvent évoque l'enfermement traditionnel".

Au vu des nombreuses interpellations de femmes entendues durant la campagne sur la question du non-respect du droit à la maternité et à l'allaitement au travail dans l'économie privatisée et dans l'économie informelle, Soumia Salhi se réjouit aussi du choix du mouvement syndical international de faire de ce thème la revendication prioritaire de la journée internationale des femmes du 8 mars 2007.

N.D.

-(1) Voir l'intégralité de l'interview de Souad Belaidi, intitulée "La campagne a donné aux femmes le goût de revendiquer davantage leurs droits", à l'adresse: <http://www.ituc-csi.org/spip.php?article637&lang=fr>

-(2) Voir l'intégralité de l'interview de Karima Boudrouaz, intitulée "Il faut se bagarrer pour faire appliquer la loi sur l'égalité", à l'adresse: <http://www.ituc-csi.org/spip.php?article633&lang=fr>

place d'une structure pour les jeunes, il faut maintenant passer à la pratique. Avec d'autres jeunes syndicalistes comme Souad Belaidi, également engagée dans la campagne de recrutement syndical de femmes, on travaille à concrétiser la mise sur pied de cette commission des jeunes, dont je suis prête à prendre la présidence temporaire en attendant une structuration définitive".

Souad Belaidi (2): "Dans notre centrale, les jeunes ont toujours été marginalisés. Pourtant à mon sens, il est très important de préparer la relève. Dans le monde arabe, il y a beaucoup d'anciens syndicalistes qui ne veulent pas laisser la place aux jeunes. Ils les accusent de ne pas s'être impliqués comme eux dans leur dur combat nationaliste, car dans leur propre histoire, lutte syndicale et anticolonialiste étaient intimement liées. A cause de ce décalage historique, ils se méfient des jeunes. Pourtant par leur travail ces jeunes font des miracles, il faut leur donner une chance, une place.

C'est vrai que les jeunes revendiquent plus vite que leurs parents. Déjà à l'université, si quelque chose ne leur plaît pas, ils rouspètent, ils se battent. Ils veulent un travail en accord avec leur formation, un travail décent, des postes titularisés. Ils ne sont pas prêts à accepter n'importe quoi, à subir ce que leurs parents ont subi.

Je suis motivée pour m'impliquer dans la mise sur pied d'un comité des jeunes. Je veux que ça se mette en place dans les règles, sans brusquer ni heurter de front. Je suis confiante que cela se fera et je suis prête à m'y engager ».

-Source: "L'emploi féminin en Algérie", Institut National du Travail, en collaboration avec la Friedrich Ebert Stiftung (Alger- 2005).

(1) Lire l'intégralité de l'interview de Karima Boudrouaz à l'adresse: <http://www.ituc-csi.org/spip.php?article633&lang=fr>

(2) Lire l'intégralité de l'interview de Souad Belaidi à l'adresse: <http://www.ituc-csi.org/spip.php?article637&lang=fr>

Harcèlement sexuel: Basta!

Sensibilisation, centre d'écoute, pénalisation juridique... la campagne des femmes de l'UGTA contre le harcèlement sexuel est un succès dont pourraient s'inspirer d'autres pays de la région.

“On s'est rendu compte que le harcèlement sexuel que l'on croyait a priori limité surtout aux grandes villes est en réalité un problème qui se pose partout dans le pays. On croyait aussi que certains groupes de femmes, par exemple les femmes divorcées qui souffrent d'une image négative qui les met un peu au banc de la société en seraient les premières victimes. Mais pas du tout, on s'est aperçu que mariées ou pas, toutes les femmes pouvaient être des victimes potentielles. On croyait aussi que le harcèlement sexuel ciblait surtout les jeunes en vertu de l'idée selon laquelle les femmes âgées seraient mieux protégées. Mais pas du tout, on a reçu des témoignages de femmes de plus de 50 ans. Vraiment, toutes les femmes sont concernées”, explique Souad Charid (1).

L'essor de ce triste phénomène s'explique pour les syndicalistes par la paupérisation ambiante de trop nombreuses femmes et la précarisation du statut de salariés, ce qui fragilise la travailleuse face au chantage. Sortir de l'isolement est la seule solution pour que la travailleuse concernée retrouve confiance dans son bon droit et soit, grâce à la solidarité, susceptible de renverser le rapport de force. C'est d'ailleurs le principe du Centre d'écoute mis en place par les femmes de l'UGTA.

“Grâce au courage de celles qui ont osé témoigner à la radio pour aider les autres victimes, notre campagne a changé le regard de la société, encouragé les victimes à parler, et intimidé les agresseurs. Cette campagne a brisé le tabou qui maintenait le problème sous silence dans la société et suscité de nombreuses réactions dans la presse qui a aidé au travail de sensibilisation sans tomber dans le travers d'une approche racoleuse qui aurait pu nuire aux objectifs de la campagne”, se réjouit Soumia Salhi, présidente du Comité des femmes de l'UGTA et initiatrice de ce projet de centre d'écoute.

“Récemment, une travailleuse syndiquée dans le secteur de la santé, unanimement reconnue pour sa qualité professionnelle exceptionnelle, a brutalement été mutée par son chef de service pour avoir pris la défense d'une collègue victime de harcèlement sexuel de la part de ce même chef de service. Elle s'est adressée à la commission des femmes complètement paniquée. On a aussitôt interpellé le directeur de l'hôpital qui s'est engagé à lui rendre sa place sur le champ. La nouvelle s'est répandue comme une traînée de



poudre dans l'hôpital, ça a beaucoup renforcé l'image de la commission des femmes qui a été saisie par la suite de cinq autres cas de harcèlement sexuel”, témoigne Karima Boudrouaz, coordinatrice de la campagne pour la région de Borj-Bou-Arridj (2).

Une expérience riche à partager

Malgré l'approche jugée encore trop restrictive de la loi, et malgré le poids des mentalités qui empêchent encore trop de femmes de parler, “cette campagne remporte un succès incroyable. Dans les universités, ce thème fait maintenant l'objet de thèses, de journées d'études. On voudrait que cette campagne serve d'expérience pour être reproduite dans d'autres pays arabes. On a aussi le projet de faire un site internet car on a une matière très riche à faire partager”, explique Samia Salhi. Car comme le reconnaît le secrétaire général de l'UGTA: “Parler de harcèlement sexuel, c'est une révolution dans la mentalité syndicale”.

1) Lire l'interview intégrale de Souad Charid, intitulée “Il est temps de dire basta!” (mars 2005) à l'adresse: <http://www.ictu.org/displaydocument.asp?Index=991221350&Language=FR>
2) Lire l'interview intégrale de Karima Boudrouaz, intitulée “Il faut se bagarrer pour faire appliquer la loi sur l'égalité”, à l'adresse: <http://www.ituc-csi.org/spip.php?article633&lang=fr>

● Mars 2003: interpellation du ministre de la Justice pour demander la pénalisation du harcèlement sexuel par une modification en ce sens du code pénal.

● Décembre 2003: ouverture d'un centre d'écoute et d'aide aux victimes de harcèlement sexuel, avec prise en charge par une équipe de psychologues qualifiées et aide juridique.

● Novembre 2004: insertion officielle dans le code pénal (article 341) de l'infraction que constitue le harcèlement sexuel, amendes et peines de prison à la clé.

Le combat d'Asma pour sa fille

L'histoire de la fille d'Asma Zinaï, directrice d'école à Constantine, militante syndicale depuis le début des années 90 et membre du bureau national de l'UGTA, est éloquent. “Alors qu'elle avait 23 ans, ma fille, comptable dans une entreprise électronique de la région de Constantine, a été victime de harcèlement sexuel de la part de son directeur régional. Plusieurs autres femmes de l'entreprise avaient déjà été victimes de cet homme, mais ma fille a été la première à ne pas se laisser faire”, raconte Asma Zinaï. “La première fois qu'il l'a vue au travail, il a immédiatement commencé à la harceler par des coups de téléphone incessants. Il lui demandait de participer à des foires commerciales dans d'autres villes pour qu'elle doive aller à l'hôtel. Elle a refusé plusieurs fois en prétextant du refus de ses parents. Il a fait pression en lui disant qu'elle se devait professionnellement d'y participer, en ajoutant qu'elle devrait s'y vêtir de façon “plus féminine”. Ma fille était à bout, elle voulait changer de travail pour échapper à cette situation. Mais elle a tenu bon et, avec l'aide d'un avocat, elle est parvenue à piéger son directeur. Elle a accepté un rendez-vous à l'hôtel comme il lui demandait. Elle a enregistré tout ce qu'il disait avec un dictaphone caché, ce qui a permis qu'il soit pris sur le fait et arrêté par la police à l'hôtel même. Son cas a été très médiatisé car il a pu s'inscrire dans la campagne menée par les femmes de l'UGTA contre le harcèlement sexuel”.